

Ces réunions organisées à travers le pays permettront à toutes les personnes travaillant dans ce domaine et s'intéressant aux contrats de défense de bien comprendre comment obtenir des contrats auprès des États-Unis, afin de créer des emplois pour les Canadiens au Canada dans le cadre des ententes globales conclues entre le Canada et les États-Unis dans le domaine de la défense.

Cependant, n'oublions pas que la capacité industrielle et la puissance économique ne sont que des indices partiels et imparfaits de notre aptitude à servir la cause de la paix et de la sécurité. Notre valeur militaire en tant que partenaire et allié dans la grande entreprise visant à dissuader l'agression et à poursuivre l'objectif de la limitation et du contrôle des armements se mesure par rapport à la puissance et à l'efficacité de nos forces armées. La puissance de nos forces armées s'évalue par le nombre d'hommes et de femmes pouvant être déployés et par la qualité et la quantité de matériel et de fournitures à leur disposition à un moment donné.

Je crains qu'en cas d'hostilité, les Forces armées canadiennes ne disposent pas d'effectifs suffisants et soient mal équipées pour mener à bien les tâches que l'on attend d'elles. La guerre moderne—et surtout les facteurs de dissuasion des actes qui risquent de la déclencher—exige du personnel bien entraîné et fiable, ainsi qu'un matériel moderne.

L'initiative de défense stratégique des États-Unis va également nous intéresser. Comme les députés le savent, en mars dernier, le président Reagan a dévoilé un projet qui, s'il réussit, modifiera fondamentalement les rapports stratégiques; autrement dit, au lieu d'une destruction garantie, on prône une survie garantie grâce à la défense. Le président Reagan a recommandé de protéger les personnes et non les armes; ce sont les armes et non les personnes qu'il faut menacer.

M. Ikle, sous-secrétaire américain à la Défense pour les questions de politique, est venu à Ottawa il y a deux semaines pour discuter de la défense stratégique avec des responsables de mon ministère et moi. Au cours de sa visite, il m'a fait un compte rendu des plus intéressants sur l'important programme de recherche amorcé par le gouvernement américain sur les possibilités des missiles ballistiques comme moyen de défense. Cette initiative doit être considérée comme une tentative, par les États-Unis, de lever l'épée de Damoclès nucléaire qui pend au-dessus de nos têtes. Avec toutes ces ramifications, ce programme présente un énorme intérêt pour mon ministère et notre pays et nous ne manquerons pas d'en suivre de près le déroulement dans les années à venir.

Le gouvernement est déterminé à honorer ses obligations envers les membres, hommes et femmes, des Forces armées canadiennes, en leur fournissant les instruments dont ils ont besoin pour respecter leurs obligations. Nous examinerons les nouveaux investissements requis pour remplacer en temps voulu les installations et le matériel désuets. Toutefois, nous ne permettrons pas que le programme de renouvellement du matériel soit différé. Par exemple, nous nous préparons à passer des marchés avec des sociétés canadiennes qui seront chargées d'exécuter des études de conception pour une seconde série de frégates. Ces études décideront quels changements sont nécessaires à la conception détaillée de la première série et permettront au gouvernement de prendre ses décisions le plus tôt pour que de nouveaux emplois soient créés.

*L'Adresse—M. Coates*

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, nous avons certes écouté avec vif intérêt les remarques du ministre de la Défense nationale (M. Coates), député chevronné. Nous voulions voir à quelles contorsions il serait contraint pour expliquer les contradictions apparentes et réelles entre ses remarques et celles de ses collègues qui détiennent les ministères à vocation économique.

Je regrette amèrement qu'il ait si peu répondu à nos attentes, car j'ai noté que, en guise de plaidoyer le ministre s'est contenté d'effleurer très rapidement le problème flagrant qu'il doit affronter. Le premier ministre (M. Mulroney), lui-même et son parti ont tout simplement renié les promesses qu'ils ont faites aux Canadiens au cours de la campagne électorale et ont profondément bouleversé la planification des forces de la défense nationale sans parler qu'ils ont gravement manqué aux engagements pris envers l'OTAN.

Je voudrais que le ministre explique certaines de ces contradictions. En premier lieu, le budget de février dernier recommandait une dépense de 9.533 milliards au titre de la défense en 1985-1986. Les compressions budgétaires annoncées par le ministre des Finances (M. Wilson) ont ramené cette somme à 9.37 milliards. Pour la première fois, les 3 p. 100 de croissance réelle ne seront pas atteints en ce qui concerne nos engagements envers l'OTAN. Voilà ce que nous proposons un ministre, un premier ministre, un ministre des Affaires extérieures et d'autres membres du cabinet qui ont parcouru le Canada et se sont rendus à l'étranger pour dire à nos alliés de l'OTAN: «Nous ferons notre part». Néanmoins, pour la première fois depuis 1979, nous n'atteindrons pas les 3 p. 100 de croissance réelle.

J'estime que le ministre de la Défense nationale doit expliquer à la Chambre comment il a pu prendre aussi ouvertement des engagements lors des réunions de l'OTAN à l'étranger tout en sachant pertinemment qu'on se proposait de sabrer dans les dépenses de son ministère et qu'il ne pouvait donc nullement respecter ses engagements.

C'est une situation déjà fort regrettable, mais considérons ce que le parti progressiste conservateur a déclaré au cours de la campagne électorale. Le ministre a dit qu'on irait au-delà d'une croissance de 3 p. 100, que la croissance réelle des dépenses serait de 6 p. 100. Nous avons vu ce qui est arrivé.

Pendant la campagne électorale, le chef de son parti a déclaré à Vancouver être au courant du fait que le déficit budgétaire atteindrait 34 millions de dollars. Néanmoins, il a permis aux membres de son parti, comme le ministre de la Défense nationale, de faire d'autres promesses dans certaines régions du pays. Si nous n'étions pas à la Chambre des communes, nous pourrions simplement dire qu'ils se sont rendus coupables d'une grave entorse à la vérité.

En somme cette question tient au cœur même du débat, car nous croyons que le parti conservateur a reçu un mandat fondé sur des promesses faites par certains gens comme le ministre de la Défense nationale. Il a parcouru le pays annonçant partout que le gouvernement consacrerait plus de crédits à l'achat de nouveaux uniformes et de matériel et qu'ils feraient toutes sortes de changements. Mais voici que la première mesure importante en matière de défense nationale est une réduction